

Les vœux ont créé une attente forte des journalistes (moins l'opinion). Ceux-ci attendront le président sur :

- la crédibilité des annonces ;
- la confirmation (et le détail) d'une ligne qui paraît plus loin des bases traditionnelles du PS ;
- la transformation de l'image du PR qui en découle.

Trois grandes postures pourraient être recherchées, notamment lors du propos liminaire :

A. un président réformateur, qui ne dévie pas de sa route et poursuit ses combats.

- **C'est un axe porteur** : les éléments cités spontanément par les Français pour expliquer le léger regain de confiance sont d'abord ses réformes et ses actes (23%), puis son attitude (calme, honnête, etc.) pour 22%.
- **Il permet de dérouler des objectifs largement consensuels** :
 - **l'emploi** - même si les Français ne croient massivement pas à l'inversion de la courbe du chômage.
 - **la réforme de l'Etat, en lien avec la fiscalité.**

Les Français sont dans un entre-deux : ils demandent plus de protection ; mais souhaitent aussi que l'Etat laisse davantage de liberté. Leur rapport à l'Etat est fortement teinté d'amertume, après des décennies de sentiment d'impuissance, et de frustration face à sa lourdeur, son inefficacité, sa complexité, et surtout son coût.

Le sentiment ponctuel du ras le bol fiscal (qui appelle à des réductions drastiques de dépenses) n'est cependant pas un profond désir de « moins d'Etat » : les français, de la gauche à l'extrême droite, estiment que les principaux champs couverts par l'Etat, et en particulier toutes les actions qui se déploient dans le champ de la protection sociale, sont absolument primordiales (et dans ce domaine reprochent plutôt à l'Etat de ne jamais en faire assez)¹.

S'il faut essayer de systématiser, l'Etat devrait être aux yeux des Français :

- exemplaire : réduction des dépenses.
- il doit faire confiance et donner davantage de libertés aux entreprises
- plus simple, moins administratif, moins cher.
- mais aussi plus juste, plus efficace, mieux protéger, et faire en sorte que nul ne soit laissé sur le bord de la route.

¹ Voir à ce sujet l'étude annuelle réalisée par Sociovision.

- **le lien avec les entreprises mérite d'être détaillé.** Le rapport des Français avec le libéralisme économique (historiquement ambigu) a considérablement changé depuis octobre 2011². **Les Français souhaitent de plus en plus lever les contraintes sur les entreprises car ils jugent que ce sont elles, et non l'Etat, qui sont les mieux à même de créer des emplois.** Une méfiance envers les grandes entreprises persiste (à ce titre les « combats symboliques », contre Mittal par exemple, restent fondamentaux), mais celle envers les PME est devenue très faible (en témoigne le soutien unanime de l'opinion au mouvement des artisans contre la hausse de TVA - 89%).

Ce mouvement de balancier n'est toutefois pas inconditionnel : les Français (et les sympathisants de gauche en particulier) **sont aussi en demande de réassurance que l'Etat peut beaucoup**, dans le domaine économique, pour garantir la protection sociale, et pour combattre le creusement des inégalités (perçues comme la menace principale qui pèse sur notre société pour les années à venir³ ; et source d'une demande d'un Etat redistributeur⁴).

Des contreparties sont donc nécessaires pour que les gestes envers les entreprises soient acceptables dans la durée : les Français nous reprocheraient d'avoir affaibli l'Etat en faisant un cadeau. Ils attendent que **chacun reste dans son rôle : les entreprises créent des emplois ; l'Etat lève les contraintes inutiles mais cadre et assure que les entreprises agissent en ce sens.**

B. un président rassembleur et garant du pacte républicain.

Toutes les études le notent (et l'importance prise par la polémique Dieudonné le démontre), **la France connaît une période de repli et d'insécurité identitaire particulièrement marquée. Nous vivons une crise du rapport à l'autre, voisin « fraudeur potentiel » mais surtout étranger, qui semble mettre en péril notre « identité » culturelle** et notre propre avenir individuel et collectif. L'immigration, perçue comme massive⁵, paraît porter atteinte de multiples manières à notre pacte social : par le coût de l'assistanat, la remise en cause de nos valeurs (au premier rang desquelles la laïcité), l'invasion de travailleurs à bas coût alors que le chômage est déjà massif, et enfin l'insécurité, que beaucoup de français associent à l'immigration.

Face à cette extrême crispation, **le PR doit apparaître comme un élément de réassurance :**

² 59% estiment que pour faire face aux difficultés économiques, il faut que l'Etat fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté (contre 38% qui estiment que l'Etat doit davantage contrôler et réglementer). En octobre 2011, ce rapport de force était exactement inverse (58% « réglementation », contre 41% « liberté des entreprises »).

³ par plus de 80% des français ; étude CSA pour l'Humanité, décembre 2013.

⁴ les Français restent attachés au système redistributif : 55% estiment que pour rétablir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres (+2 points par rapport à 2012). Notons qu'après un pic à 73% en octobre 2011, le taux d'approbation de la redistribution avait chuté de vingt points ; il recommence donc à progresser.

⁵ 59% des français pensent qu'il y a trop d'étrangers en France (+5 points par rapport à 2012) ; 61% pensent que les immigrés profitent de nombreux avantages sociaux qui devraient être réservés aux français ; 44% pensent que « les valeurs de l'islam sont incompatibles avec celles de la société française ». Sociovision, 2013.

- **en tenant compte des réalités** : l'absence de parole, même peu développée, est perçue comme un déni de réalité, alors que ces sujets (en particulier la laïcité et l'immigration) sont perçus comme fondamentaux pour la France et son avenir (y compris pour les personnes de gauche).
- ... **tout en cherchant l'apaisement et la réconciliation** des Français entre eux et avec leur propre avenir.
 - **en parlant d'immigration tout en cherchant à dépassionner le débat** : certains combats sont légitimes (les règles sur les travailleurs détachés, victoire remarquée par l'opinion malgré sa faible médiatisation) ; mais d'autres relèvent du pur fantasme, et les arguments peuvent être démontés de manière rationnelle mais ni culpabilisante (pour les électeurs potentiels du FN qui sont très préoccupés par la question migratoire) ni moralisatrice.
 - **en portant un discours clair, ferme et équilibré sur la laïcité**, qui condamne les atteintes à ce principe autant qu'il protège la liberté de conscience de chacun, donc *aussi* des musulmans (dans un contexte où, bien plus que l'antisémitisme ou le racisme, l'islamophobie flambe dans l'opinion).
 - plus généralement, alors qu'une grande part de nos concitoyens ont perdu le sens des valeurs républicaines et la signification du « modèle républicain » ⁶ (mais n'en sont pas moins imprégnés, inconsciemment, des principes à l'origine du modèle) **en explicitant ces valeurs qui permettent « d'incarner » le modèle républicain** (notamment en montrant en quoi il se distingue d'autres modèles, comme le modèle communautariste).

Au delà de la définition de la laïcité, ou de l'égalité, l'accent peut-être mis sur la **notion fondamentale de « réciprocité »**, clef de voûte de ce modèle constitué de droits mais aussi de devoirs.

C. un président chef d'un grand pays, la France, en Europe et dans le monde

L'action internationale du président est bien mieux considérée par les Français que son action nationale (1 français sur 2 fait confiance au PR pour mener l'action en Centrafrique, soit deux fois plus que sur la plupart des sujets de politique intérieure), mais **joue très marginalement sur sa côte de confiance** (6 % seulement citent l'action internationale comme une raison de la confiance accordée).

- **En revanche, c'est un élément qui participe largement à nourrir des traits d'image positifs** : savoir décider et savoir prendre des risques, ne pas trembler devant ses responsabilités, accepter le prix à payer.
- **C'est également un des rares éléments qui permet de réveiller la fierté patriotique** (la France est encore capable d'agir dans le monde ; elle est importante puisque ses alliés font appel à elles ; le président est à ces moments l'égal des dirigeants des plus grandes puissances). Ce peut aussi être un élément réconciliation avec nous-même (vue de l'extérieur, la France est souvent mieux perçue que nous ne nous considérons nous-mêmes).

⁶ comme en témoigne l'étude qualitative menée pour le Commissariat général à la prospective dans le cadre de ses travaux « France dans dix ans »),

- **C'est enfin, implicitement, une demande de réassurance que la France est capable de peser sur la mondialisation, et ne se laisse pas simplement submerger par elle.** Le rapport à la mondialisation évolue, et **les Français sont de plus en plus prêts à « s'adapter » à celle-ci** (même si la demande de protection reste forte). Mais à condition de choisir son cap et de maîtriser son destin.

Il s'agit là probablement d'un des rares axes (avec la monnaie unique) **sur lequel le discours du FN est en train de se décaler par rapport aux attentes des Français.** Nous pourrions enfoncer progressivement le coin :

- certains sont prêts à refuser le combat, à se rendre avant même d'avoir combattu, à fermer les frontières et se contenter d'une France « rétrécie », plus petite. Ceux-là ne croient pas en la France.
- croire en la France, c'est engager la bataille de la mondialisation, car nous sommes capables de la gagner. C'est permettre à nos entreprises de conquérir de nouveaux marchés pour créer des emplois en France. C'est reconquérir notre force économique dans cette mondialisation, pour ne pas avoir à renoncer à l'essentiel.

Deux principaux pièges sont toutefois à éviter :

- **l'image d'un président qui ne serait plus « chef de guerre » mais « va-t-en guerre »** (i.e. irresponsable, isolé, ou qui chercherait à créer de la diversion). Une part importante des critiques au moment de la Syrie (isolement) et aujourd'hui de la Centrafrique (absence d'objectif clair, risque d'enlèvement) tiennent à ce point. **Il est donc nécessaire de réaffirmer très clairement à chaque fois la nécessité, les objectifs et les limites des interventions extérieures.**
- **le sentiment d'une priorité budgétaire mal placée.** Les budgets militaires sont la première source d'économie demandée par les Français ; et la question du coût de chaque intervention devient un élément de jugement de plus en plus important. **L'image d'un président qui pèse soigneusement le coût de l'action internationale de la France pour la collectivité pourrait donc être soulignée.**

(CM/AA)